Contexte : bâtir un avenir durable et prospère pour le Canada

La nécessité d'agir : des possibilités économiques et un défi environnemental

L'économie mondiale est en pleine mutation et se dirige sur une voie qui récompensera les pays qui misent sur l'efficience énergétique, l'innovation, une saine gestion de leur capital naturel et qui polluent peu. Ce marché mondial en forte expansion présente d'immenses possibilités pour tous les secteurs de l'économie canadienne.

Les entreprises de technologies propres pourront compter sur des débouchés commerciaux sans précédent. D'ici 2020, le commerce des technologies à haute efficience énergétique et à faibles émissions de carbone devrait atteindre plus de deux mille milliards de dollars annuellement. Les deux cinquièmes de ce marché en pleine expansion proviendront des pays émergents et en développement.

Les secteurs des ressources naturelles et manufacturier subissent une pression croissante pour réduire leur empreinte écologique et utiliser l'énergie et les ressources de façon plus efficiente. Ceux qui y parviendront jouiront d'un avantage concurrentiel. McKinsey estime que d'ici 2030, 2,9 mille milliards de dollars seront investis à l'échelle mondiale au chapitre du renforcement de l'efficacité des ressources et de l'innovation. Cette nouvelle dynamique de marché s'intensifiera fort probablement alors que les pressions en matière d'environnement augmenteront et avec l'arrivée des dirigeants issus de la nouvelle génération.

Parallèlement, la question des changements climatiques présente des risques graves pour notre environnement, notre économie et notre qualité de vie. Nous en constatons d'ailleurs déjà les premiers effets, tels que de la fonte accélérée de la glace arctique, l'instabilité météorologique et la dévastation des forêts de la Colombie-Britannique par le dendroctone du pin ponderosa, qui a entraîné la perte de milliers d'emplois. S'ils sont ignorés, ces effets ne feront que s'aggraver et finiront par nous coûter jusqu'à 50 milliards de dollars par an d'ici 2050. Le Canada a la responsabilité, pour le reste du monde et les générations futures, de faire sa part dans l'effort mondial de lutte contre les changements climatiques dangereux. Il s'agit d'un défi que les Canadiens et les Canadiennes désirent relever.

En fait, le mouvement est déjà amorcé. Les émissions de gaz à effet de serre du Canada (GES) ont diminué de 5 % de 2005 à 2012, alors que notre PIB a augmenté de plus de 10 %. Beaucoup de joueurs différents sont déjà engagés. L'Ontario a fermé ses centrales électriques au charbon et la réglementation fédérale en interdit de nouvelle. La Colombie-Britannique, le Québec et l'Alberta ont, pour leur part, établi une tarification du carbone. La Nouvelle-Écosse (entre autres) a mis en place des programmes rigoureux visant la réduction de la consommation énergétique. La Ville de Toronto avait, déjà en 2012, largement dépassé son objectif de réduction des émissions de GES, soit 6 % au-dessous des niveaux de 1990, et d'autres villes emboîtent le pas. D'autre part, le secteur forestier au Canada a considérablement réduit sa consommation énergétique et augmenté son utilisation de biocarburants, contribuant ainsi à établir sa marque verte à l'échelle mondiale. Les

producteurs d'énergie investissent, avec l'appui du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux, dans le captage du carbone et les autres technologies qui visent à réduire l'intensité des émissions de GES. Enfin, de plus en plus de Canadiens ont recours à l'énergie solaire, éolienne, géothermique et à d'autres sources énergétiques propres pour combler leurs besoins énergétiques.

Ces réussites, et bien d'autres, sont la preuve qu'il est possible de jouir d'une économie plus forte et d'un environnement plus propre, si nous y consacrons les efforts nécessaires. Il est temps de prendre appui sur ces réussites et d'accroître nos efforts en favorisant l'innovation propre et les investissements qui nous permettront d'honorer nos engagements internationaux en matière de changements climatiques et de placer le Canada sur la voie de la prospérité dans un avenir à faibles émissions de carbone.

Ce qui nous propulsera au niveau suivant : un ensemble de politiques pour une réussite économique sobre en émissions de carbone

L'action des intervenants du secteur privé (les individus, les collectivités et les entreprises) sera essentielle pour bâtir une économie canadienne plus propre et plus forte. Toutefois, le gouvernement a aussi un rôle primordial à jouer afin de rendre ce changement possible : offrir des mesures incitatives et des services, éliminer les barrières et stimuler les efforts de durabilité en cours partout au pays. Un cadre de politiques de réduction des émissions de carbone devrait inclure les éléments qui suivent.

Tout d'abord, nous avons besoin d'une **tarification du carbone** substantielle partout au Canada. Il s'agit de la façon la plus rentable de réduire les émissions de GES. Cette mesure récompense les individus et les entreprises qui réduisent leur empreinte carbone et stimule les investissements dans les technologies propres et l'efficience énergétique. Plusieurs provinces ont ouvert la voie en ce sens à l'aide de différentes approches : la Colombie-Britannique a instauré une taxe sur le carbone, le Québec possède un système de plafonnement et d'échange, l'Alberta a adopté un règlement avec une norme d'intensité carbone, et d'autres provinces envisagent activement d'implanter leur propre système. Si elles sont bien conçues, toutes ces approches peuvent s'avérer efficaces. Par exemple, la consommation de carburant de la Colombie-Britannique a chuté de 16 % depuis que la province a adopté la taxe sur le carbone en 2008, alors que son PIB a suivi le même rythme que le reste du Canada.

Une tarification du carbone devrait s'appliquer à l'ensemble de l'économie de façon à inciter toutes les entreprises et tous les ménages à adopter des solutions de remplacement à faibles émissions de carbone. Bien qu'il devrait y avoir des frais pour toutes les émissions ou les droits d'émission, quelques exceptions pourraient être nécessaires au départ afin d'aider les industries vulnérables à s'adapter. Le prix fixé initialement pourrait être modeste, mais devrait augmenter à un niveau suffisamment élevé afin que, combiné à d'autres politiques, il permette d'atteindre les objectifs en matière de lutte aux changements climatiques énoncés par un gouvernement. Les prix du système devraient être prévisibles afin d'encourager les investissements à long terme en plus d'offrir une certaine souplesse pour accommoder des conjonctures changeantes.

Une tarification du carbone permettrait de générer des **recettes** importantes et croissantes, lesquelles pourraient être **réinvesties** pour accroître les avantages économiques et environnementaux grâce, notamment, à des réductions d'autres taxes (sur le revenu ou le travail), du soutien à l'investissement dans les infrastructures et les technologies à faibles émissions de carbone, des mesures incitatives pour l'efficience énergétique à la maison ou l'atténuation des effets sur les entreprises et les ménages vulnérables.

Tandis que les mesures incitatives de prix sont importantes, des réglementations complémentaires pourraient également être essentielles dans certains domaines, tels que les **normes d'efficacité énergétique** pour les appareils électroménagers, les véhicules ou les bâtiments.

En outre, un investissement majeur dans les **infrastructures à faibles émissions de carbone** est nécessaire, notamment dans les transports en commun, la transmission de l'énergie, la recharge des véhicules électriques, les bâtiments écoénergétiques, etc. Notre empreinte écologique des prochaines décennies dépendra des infrastructures que nous construisons aujourd'hui, ce qui en fait une priorité urgente.

De plus, une augmentation notable de **l'investissement** est essentielle pour stimuler une croissance économique plus propre et plus verte. Même si les investissements doivent d'abord provenir du secteur privé, les investissements publics stratégiques sont aussi nécessaires afin de combler les lacunes et mobiliser l'investissement privé dans les domaines clés. Technologies du développement durable du Canada et Alberta Innovates sont de bons exemples d'organismes indépendants qui promeuvent des partenariats public-privé d'investissement dans les énergies propres. Il faudra davantage d'organismes semblables, et sur une plus grande échelle, pour que le Canada puisse tirer pleinement parti de l'investissement global de 90 mille milliards de dollars prévu d'ici 2030 dans le développement énergétique, urbain et dans le développement des ressources.

Parmi les autres secteurs clés pour les investissements publics, on **retrouve la formation et l'éducation** afin de mettre sur pied une main-d'œuvre qualifiée dans un contexte économique changeant, **la recherche et le développement** pour stimuler l'émergence d'idées novatrices et d'inventions, et des **pratiques gouvernementales d'approvisionnement propres** afin de promouvoir les produits et les technologies durables du Canada.

Cet ensemble de politiques (mesures incitatives, infrastructures et investissements) incitera à **l'innovation propre,** cruciale à des solutions aux changements climatiques dans tous les secteurs, et pour assurer la compétitivité du Canada et les emplois dans un monde à faibles émissions de carbone. Ces politiques devraient toutes reposer sur une approche **inclusive** afin que tous les Canadiens puissent en profiter : par exemple, en prévoyant une transition équitable pour les travailleurs concernés, en réduisant les inégalités, en ciblant les régions les plus vulnérables et en offrant des possibilités aux Autochtones.

Le Canada est reconnu depuis longtemps pour ses politiques prévoyantes en ce qui concerne les changements économiques mondiaux, tels que le libre-échange, la lutte au déficit et la crise financière. Nous avons besoin de ce même genre de leadership afin de bâtir une économie hautement performante et à faibles émissions de carbone qui offrira un meilleur avenir pour tous les Canadiens.